

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 50 AVRIL 1912.

Projet de loi approuvant l'adhésion donnée par la Belgique à la Convention franco-allemande du 4 novembre 1911 au sujet du Maroc ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN CLEEMPUTTE.

MESSIEURS,

L'approbation sollicitée a pour objet l'adhésion du Roi à des modifications apportées par l'Allemagne et la France à certaines dispositions du traité d'Algésiras de 1906 : cette approbation ne sera donnée que sous réserve, c'est-à-dire que ses effets sont, de droit, subordonnés à l'assentiment unanime de toutes les puissances signataires du traité aux modifications convenues entre l'Allemagne et la France.

Il ne s'agit pas de la convention franco-allemande du 4 novembre 1911 concernant certains territoires de l'Afrique équatoriale ; cette dernière convention n'a pas été notifiée à la Belgique, et ne devait pas lui être notifiée, en vue d'une approbation ; elle ne l'a été que pour information.

Les modifications considérées, que la France et l'Allemagne sont, également à la date du 4 novembre 1911, convenues d'apporter au traité d'Algésiras, sous la réserve, c'est-à-dire à la condition d'un assentiment unanime, touchent spécialement aux articles 105 et suivants du traité : elles présentent surtout un intérêt économique.

Aux termes de ces dispositions, la validité des concessions qui seraient faites, par le Gouvernement chérifien, pour l'*exploitation* des *services publics*, ou pour l'exécution de travaux publics (routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres), sera subordonnée au principe de l'adjudication publique, sans distinction de nationalité, pour toutes les matières, qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

Or, d'après l'alinéa 3 de l'article 6 de la nouvelle Convention, l'*EXPLOITATION des grandes entreprises mentionnées sera réservée à l'État marocain ou librement concédée par lui à des tiers qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet.*

(1) Projet de loi, n° 238.

(2) La Commission était composée de MM. Van Cleemputte, président, De Lantsheere, Destrée, Gillès de Pelichy, Hymans, Melot et Segers.

Mais la Convention nouvelle introduit d'autres dispositions; leur combinaison produira une amélioration de la situation réelle, telle que celle-ci devait résulter du traité d'Algésiras.

D'abord, les textes nouveaux précisent la portée, d'ailleurs très étendue, et augmentent les garanties de complète application, du principe de la liberté du commerce.

L'article 1^{er} impose à la France que son action, résultant de son *assistance* et de sa *protection* au Maroc, sauvegarde *l'égalité économique entre les nations*.

L'article 4 la consacre, mieux que le traité d'Algésiras, dans les termes suivants : « Le Gouvernement français déclare que, fermement attaché au principe de liberté commerciale au Maroc, il ne se prêtera à *aucune* inégalité pas plus dans l'établissement des droits de douanes, impôts et autres taxes, que dans l'établissement des tarifs de transport par voie ferrée, voie de navigation fluviale ou autre voie, notamment dans toutes les questions de transit.

Le gouvernement français s'emploiera également auprès du gouvernement marocain afin d'empêcher *tout* traitement différentiel entre les ressortissants des différentes puissances; il s'opposera notamment à *toute* mesure, par *exemple* à la promulgation d'ordonnances *administratives* sur les poids et mesures, le jaugeage, le poinçonnage, etc., qui pourraient mettre en état d'infériorité les marchandises d'une puissance.

L'article 5 stipule les applications suivantes : Le gouvernement français veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc *aucun* droit d'exportation sur le minerai de fer exporté des ports marocains. Les exploitations de minerai de fer ne subiront sur leur production ou sur leurs moyens de travail *aucun* impôt spécial. Elles ne supporteront, en dehors des impôts généraux, qu'une *redevance fixe*, calculée par hectare et par an, et une redevance proportionnée au produit *brut* de l'extraction.

Ces redevances, qui seront assises conformément aux articles 35 et 49 du projet de règlement minier annexé au protocole de la conférence de Paris du 7 juin 1910, seront également supportées (*supportées d'égale manière*) par *toutes* les entreprises minières.

Le Gouvernement français veillera à ce que les taxes minières soient régulièrement perçues, sans que *des remises individuelles du total ou d'une partie de ces taxes puissent être consenties sous quelque prétexte que ce soit*.

De même, et précisément en ce qui concerne les adjudications, si, d'une part, d'après la première partie de l'alinéa 3 de l'article 6, *l'exploitation* des grandes entreprises est réservée à l'État et peut être librement concédée par lui à des tiers, d'autre part, le même article 6 et l'article 7 assurent mieux l'application, très étendue d'ailleurs, du *principe général de l'adjudication*, et la *condition d'égalité parfaite pour les soumissionnaires de toute nationalité*, de manière à les mettre à l'abri de décisions ou de pratiques administratives ayant pour objet de favoriser indirectement les ressortissants d'une puissance.

En effet, le Gouvernement de la République française s'engage à veiller à

ce que les *travaux et fournitures* nécessités par les constructions éventuelles de routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc., soient octroyés par le Gouvernement marocain suivant les règles de l'adjudication.

Il s'engage également à veiller à ce que les conditions des adjudications, particulièrement en ce qui concerne les *fournitures de matériel et les délais* imposés pour soumissionner, ne placent les ressortissants d'aucune puissance dans une situation d'infériorité.

« Le Gouvernement français veillera à ce que dans l'*exploitation des chemins de fer et autres moyens de transport*, comme dans l'application des règlements destinés à assurer celle-ci, aucune différence de traitement ne soit faite entre les ressortissants des diverses puissances qui useraient de ces moyens de transport. »

« Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que les propriétaires des mines et d'autres exploitations industrielles ou agricoles sans distinction de nationalité et en conformité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière, puissent être autorisés à créer des chemins de fer d'exploitation, destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général et aux ports. »

En présence de ces garanties, on ne doit pas appréhender, semble-t-il, que l'adjudication, mieux assurée et facilitée pour les fournitures et les travaux, ne soit pas toujours et absolument imposée pour l'exploitation proprement dite des services publics ; il y aurait d'autant moins à le regretter, que, dans l'économie du traité de 1906, l'autorité de l'Etat sur ces concessions devait demeurer entière (article 106), et que conséquemment l'arbitraire administratif pouvait avoir toute facilité pour favoriser des soumissionnaires ou des adjudicataires.

Signalons que l'article 9 institue le recours à une juridiction arbitrale, que l'article organise.

On ne peut passer sous silence que l'article 3 prévoit que le représentant de la France, auprès du Gouvernement marocain, sera l'intermédiaire des représentants étrangers, et que conséquemment les intérêts des ressortissants des divers Etats trouveront une sauvegarde plus prompte et plus complète, dans les engagements formellement pris par la France.

Presque tous les signataires du traité de 1906 ont déjà donné leur adhésion à la convention nouvelle.

En conséquence, la commission spéciale, à l'unanimité, vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de loi d'approbation.

Le Président-Rapporteur,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 APRIL 1912.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de door België tot de Fransch-Duitsche Overeenkomst van den 4 November 1911, aangaande Marokko gegeven toetreding (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CLEEMPUTTE.

MIJNE HEEREN,

De gevraagde goedkeuring heeft voor doel de toetreding des Konings tot wijzigingen door Duitschland en Frankrijk toegebracht aan sommige bepalingen van het verdrag van Algesiras, van 1906 : die goedkeuring zal enkel worden gegeven onder voorbehoud, dit wil zeggen, dat hare gevolgen van rechtswege ondergeschikt zijn aan de eenparige instemming van al de mogendheden, die het tractaat onderteekenden, met de wijzigingen, tusschen Duitschland en Frankrijk afgesproken.

Er is hier geen sprake van de fransch-duitsche overeenkomst van 4 November 1911 betreffende sommige landstreken van evennachts Afrika; deze laatste overeenkomst werd aan België niet beteeekend, en moest het ook niet, met het oog op goedkeuring; zij werd enkel beteeekend voor kennisgeving.

De bedoelde wijzigingen, welke Frankrijk en Duitschland, insgelijks op 4 November 1911, overeengekomen zijn aan 't verdrag van Algesiras toe te brengen onder voorbehoud, dit is op voorwaarde van eenparige instemming, betreffen voornamelijk de artikelen 105 en volgende van het verdrag : zij zijn vooral van economisch belang.

Naar luid van deze bepalingen, zal de geldigheid der concessiën, die door de Sjerifaansche Regeering zouden toegestaan worden, voor de *exploitatie* der *openbare diensten* of voor de uitvoering van openbare werken (straten, spoorwegen, havens, telegraafinrichtingen, enz., onderworpen zijn aan het grondbeginsel der openbare aanbesteding, zonder onderscheid van nationa-

(1) Wetsontwerp, nr 258.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Van Cleemputte, voorzitter, De Lantsheere, Destrée, Gillès de Pelichy, Heymans, Melot et Segers.

liteit voor alle zaken die, overeenkomstig de regelen, in de vreemde wetgevingen gevolgd, hare toepassing medebrengen.

Welnu, volgens het 5^e lid, van artikel 6 der nieuwe Overeenkomst, zal de *EXPLOITATIE van voormelde groote ondernemingen voorbehouden blijven aan den Marokkaanschen Staat of door dezen vrijelijk vergund worden aan derden, die zullen kunnen gelast worden de daartoe noodige gelden te leveren.*

Maar de nieuwe Overeenkomst voert nog andere bepalingen in; dezer gezamenlijke werking zal den werkelijken toestand, zooals hij uit het verdrag van Algésiras moest ontstaan, verbeteren.

Vooreest bepalen de nieuwe teksten den overigens zeer uitgebreiden zin, en vermeerderen zij de waarborgen van volledige toepassing van het grondbeginsel der handelsvrijheid.

Het eerste artikel legt aan Frankrijk op, dat zijne werking voortspruitende uit zijne *bescherming in Marokko, de economische gelijkheid onder de natiën* onaangetast late.

Artikel 4 bekrachtigt ze beter dan het verdrag van Algésiras, en dit in de volgende bewoordingen: « De Fransche Regeering verklaart dat zij, ten eerste gehecht aan het grondbeginsel van de handelsvrijheid in Marokko, *geenerlei* ongelijkmatige behandeling zal toelaten, zoomin bij het invoeren van tol-rechten, belastingen en andere taxen, als bij het vaststellen van de tarieven voor het vervoer op spoorwegen, rivierscheevaart- of alle andere verkeerswegen en, inzonderheid, in al de zaken betreffende doorvoerverkeer.

« De Fransche Regeering zal ook bij de Marokkaansche Regeering optreden, om *elke* verschillende behandeling te beletten onder de onderhoorigen der verschillende Mogendheden. Zij zal zich, inzonderheid, verzetten tegen *elken* maatregel, — bij voorbeeld, tegen de uitvaardiging van *bestuurlijke* verordeningen betreffende de maten en gewichten, het ijken, het stempelen van edele metalen, enz... —, die de koopwaren eener Mogendheid in staat van minderheid zouden kunnen stellen. »

Artikel 5 bepaalt: De Fransche Regeering zal waken dat in Marokko *geenerlei* uitvoerrecht worde geheven op het langs de Marokkaansche havens uitgevoerde ijzererts. De ertsmijnen zullen op hare productie evenmin als op hare werkmiddelen *geenerlei* bijzondere belasting ondergaan. Buiten de algemeene belastingen, zullen zij enkel een *vast recht* te betalen hebben, dat per hectaar en per jaar wordt berekend, alsmede eene belasting in verhouding tot de opgegraven *ruwe* opbrengst.

Die lasten, welke verdeeld zullen worden overeenkomstig artikelen 55 en 49 van het ontwerp van mijnreglement, gevoegd bij het protocol van de Conferentie van Parijs van 7 Juni 1910, zullen *op gelijke wijze* gedragen worden door al de mijnondernemingen.

De Fransche Regeering zal waken dat de mijnrechten geregeld geheven worden, zonder dat *individuele kwietscheldingen van het algeheel of gedeeltelijk bedrag dier rechten, om 't even onder welk voorwendsel, mogen verleend worden.*

Zoo ook, en juist wat de aanbestedingen betreft, indien, van den eenen kant, volgens het eerste gedeelte van het 5^e lid van artikel 6, de *exploitatie* der groote ondernemingen blijft voorbehouden aan den Staat en door hem vrijelijk kan vergund worden aan derden, verzekeren, van den anderen kant, hetzelfde artikel 6 en artikel 7 veel beter de overigens zeer uitgebreide toepassing van het *algemeen grondbeginsel der aanbesteding* en de *voorwaarde van volkomen gelijkheid onder de inschrijvers, zonder onderscheid van nationaliteit*, zoodat zij gevrijwaard zijn tegen beslissingen of bestuurlijke praktijken ten doel hebbende de onderhoorigen der verschillende Mogendheden onrechtstreeks te bevoordeelen.

Trouwens de Regeering van de Fransche Republiek verbindt zich te waken dat de *werken en leveringen*, noodig voor den eventueelen aanleg van *straten, spoorwegen, havens, telegraafinrichtingen*, enz., door de Marokkaansche Regeering worden toegewezen *bij wijze van aanbesteding*.

Zij verbindt zich insgelijks te waken dat de voorwaarden der aanbestedingen, inzonderheid wat betreft de *leveringen van materieel* en de *termijnen* toegestaan om in te schrijven, de onderhoorigen van geene enkele Mogendheid in een staat van minderheid stellen.

« De Fransche Regeering zal waken dat, *bij de exploitatie van spoorwegen en andere vervoermiddelen*, evenals bij de toepassing van de reglementen bestemd om die exploitatie te verzekeren, *geenerlei verschillende behandeling* gemaakt worde onder de onderhoorigen der verschillende Mogendheden, *welke van die vervoermiddelen mochten gebruik maken*.

» De Fransche Regeering zal bij de Marokkaansche Regeering aandringen opdat de eigenaars van mijnen en andere nijverheids- of landbouwnedernemingen, zonder onderscheid van nationaliteit en overeenkomstig de reglementen die zullen vastgesteld worden met inachtneming van de Fransche wetgeving te dier zake, gemachtigd kunnen worden tot het aanleggen van voor hun bedrijf dienstige spoorwegen, tot het verbinden van hunne productie-centrums met de spoorbanen tot algemeen nut of met de havens. »

Gezien deze waarborgen, schijnt het dat men niet moet vreezen dat de beter verzekerde en voor de leveringen en werken vergemakkelijkte aanbesteding niet altijd en volstrekt zal opgelegd zijn voor de eigenlijke *exploitatie* der openbare diensten; men zou het des te minder moeten betreuren daar, volgens het verdrag van 1906, *het gezag van den Staat* over die concessiën *geheel moest blijven* (art. 106), en dat, bijgevolg, bestuurlijke willekeur met alle gemak inschrijvers of aannemers bevoordeelen kon.

Merken wij op dat artikel 9 hooger beroep bij eenen scheidsman invoert, en dat dit door datzelfde artikel wordt ingericht.

Men mag niet verzwijgen dat artikel 3 voorziet dat de vertegenwoordiger van Frankrijk bij de Marokkaansche Regeering de bemiddelaar zal zijn der vreemde vertegenwoordigers, en dat, bijgevolg, de belangen van de onderhoorigen der verschillende Staten eene spoediger en vollediger vrijwaring zullen vinden in de uitdrukkelijke verbindingen van Frankrijk.

Bijna al de onderteekenaars van het verdrag van 1906 zijn tot de nieuwe Overeenkomst toegetreden.

Bijgevolg stelt de bijzondere Commissie u eenparig voor, **Mijne Heeren**, het wetsontwerp tot goedkeuring aan te nemen.

De Voorzitter-Verslaggever,

JUSTIN VANCLEEMPUTTE.

